

## Doit-on avoir peur des cartes de crédit américaines ?

[ 16/10/08 ] - Les Echos

Après la crise de l'immobilier, « *la prochaine débâcle sera celle des cartes de crédit* », explique un analyste d'Innovest. Le montant des dettes ainsi accumulées s'élève à 950 milliards de dollars, selon « Business Week ». « *Toxiques* » dans une forte proportion, elles laissent planer une menace sur des banques qui avaient échappé à la crise du « subprime ». En particulier, le pessimisme se porte sur JPMorgan Chase et Bank of America (BoA), précise l'hebdomadaire américain. Les revenus tirés des cartes de crédit représenteraient plus de 20 % de leur bénéfice. Aujourd'hui, leurs créances sur des détenteurs de cartes seraient de 150 milliards de dollars chacune. Elles cherchent cependant à rassurer, affirmant avoir connu pire. Ce qui ne les empêche pas de mettre en place des programmes pour les emprunteurs les plus en difficulté. Mais, ce faisant, elles augmentent les taux d'intérêt de ces refinancements, alourdissant la charge pour les particuliers déjà endettés.

La menace est sérieuse, ajoute l'hebdomadaire, du fait de la particularité de cet endettement : en cas de défaut de paiement, au contraire des hypothèques immobilières, « *il n'y a aucun actif sous-jacent à récupérer pour les compagnies* ». Et la vente de ces dettes à des fonds spéculatifs requiert de plus en plus de garanties.

Qui est responsable ? Cate Colombo, qui travaillait dans un centre d'appels de MBMA, explique qu'elle devait « *conseiller [à ses clients] d'utiliser plus de crédit à leur disposition* » alors qu'elle savait « *qu'ils seraient probablement endettés jusqu'à la fin de leur vie* ». La porte-parole de BoA s'indigne : « *La banque n'a rien à gagner en accordant du crédit à des gens qui n'auront pas la capacité de rembourser.* »

Des mesures sont à l'étude au Congrès pour accroître la régulation de ce type de crédit, mais pour compenser le manque à gagner les émetteurs de cartes augmentent leurs taux, même sur les clients solvables. Michael Polemeni a ainsi vu son taux d'intérêt passer de 9 à 30 % après avoir pris du retard sur un seul remboursement. Il s'est alors empressé de rembourser sa dette. Mais, conclut « Business Week », tout le monde n'est pas en capacité de le faire, ce qui laisse craindre un cercle vicieux. Et un éclatement prochain de la bulle.